

André Gorz, passeur des textes du mouvement ouvrier italien de 1960 à 1980 : de la critique de l'aliénation à la critique des institutions ouvrières

Céline Marty

André Gorz, passing on the texts of the Italian workers' movement from 1960 to 1980: from the critique of alienation to the critique of workers' institutions

Abstract: This article elucidates the connections between André Gorz and the Italian left - both within parliamentary, trade unionist, and extra-parliamentary contexts - spanning the years from 1960 to 1980. The Italian trade union CGIL was committed to combating workplace alienation, not merely exploitation. Their approach centred on workers' control and local trade union autonomy vis-à-vis the management. However, the events of 1968-1969 demonstrated that the grassroots masses were eager to circumvent the political and trade union leaderships, who were attempting to co-opt their efforts. Autonomous movements critical of established institutions and insurrectionary movements began to surface. André Gorz published their writings in *Les Temps Modernes* and covered their struggles in *Le Nouvel Observateur*. These interactions played a pivotal role in the development of his own theory on self-management within the realm of work, through the trade union, and subsequently, in his critique of all institutions that sought to reinvigorate the emancipation project beyond the confines of work and the factory. We posit that the evolution of Gorz's ideas should be understood in light of these Italian exchanges.

Keywords: Marxism; Institution; Union; Self-management; Self-government.

1. Introduction

Dans les années 1950, André Gorz participe au projet sartrien de fonder le marxisme par l'existentialisme, avec une théorie de la pratique qui s'aliène dans la matière et le monde social qui explique ensuite la philosophie de l'histoire marxiste. S'il développe déjà une critique existentialiste de l'emploi et du métier comme fonction sociale dans *Fondements pour une morale* et *Le Traître*, c'est à partir de *La Morale de l'histoire* en 1959 qu'il analyse l'aliénation dans la société de production et de consommation de masse.

* CÉLINE MARTY: Université de Franche-Comté, Université de Créteil (celine.marty@univ-fcomte.fr ; ORCID: 0009-0007-0136-5166).

À partir de *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* en 1964, Gorz se demande quelle organisation autonome du travail est possible. Il élabore alors une théorie de l'autogestion, à organiser et réaliser par un syndicat autonome, ensuite commentée dans le milieu syndical et la « nouvelle gauche » européenne. Sa philosophie est nourrie de ses échanges avec les militants syndicaux et politiques, qui ont lieu par l'intermédiaire des revues et journaux auxquels il participe : sous son pseudonyme de journaliste « Michel Bosquet », employé à la rédaction du *Nouvel Observateur*, et sous son pseudonyme d'essayiste « André Gorz » au comité de rédaction des *Temps Modernes*, publiant aussi dans la *Revue internationale du socialisme*, *Telos*, *New Left Review* et *Il Manifesto*.

Plus spécifiquement, ses échanges avec la gauche italienne parlementaire et syndicale puis extra-parlementaire sont cruciaux pour l'élaboration de sa philosophie du travail, de sa philosophie politique ainsi que de son projet d'émancipation. Gorz les lit à partir de 1960, les diffuse et les édite dans plusieurs numéros dédiés des *Temps Modernes*. Alors que ces liens sont aujourd'hui méconnus, en raison des difficultés d'accès à ces corpus, nous suggérons ici qu'ils influencent directement les théories de Gorz sur l'aliénation, l'autogestion, l'action collective et les problèmes organisationnels entre les mouvements de base et les institutions politiques et syndicales, ainsi que les perspectives d'émancipation dans l'usine capitaliste et par-delà. Ces liens peuvent être décomposés et présentés en deux temps.

D'abord, Gorz fréquente les marxistes, socialistes et syndicalistes italiens qui se situent encore dans les institutions politiques et syndicales mais qui combattent spécifiquement l'aliénation des travailleurs, comme racine de la domination capitaliste. Ils défendent aussi l'autonomie du syndicat vis-à-vis du parti et sa souplesse organisationnelle pour s'adapter aux revendications de la base. Gorz s'en inspire pour sa théorie du syndicat autonome, capable de revendiquer des « réformes révolutionnaires », que constitue l'autogestion du travail et de la production. Dans l'après-68, Gorz se rapproche de l'« autonomie italienne », courant critique des institutions ouvrières, issue du mouvement opéraïste, qui s'intéresse aux sujets les moins intégrés au capitalisme et les plus révolutionnaires, comme les jeunes générations d'OS, immigrés du Sud paysan de l'Italie, sans fierté ouvrière. Il prend alors conscience des obstacles institutionnels qui s'opposent aux pratiques autogestionnaires. Les événements du printemps 1968 et de l'automne chaud italien révèlent que les institutions inertes, du parti comme du syndicat, peuvent s'opposer à la base, en France comme en Italie.

En publiant leurs textes dans *Les Temps Modernes*, Gorz diffuse et intègre leur critique des institutions ouvrières, partisans et politiques, accusées

de trahir les mouvements autonomes des travailleurs, pour interroger les conditions d'une spontanéité révolutionnaire. Ce sont des articles issus des *Quaderni Rossi*, de *Il Manifesto*, *Potere Operaio* et *Lotta Continua* qui traduisent les débats analytiques et stratégiques en cours dans ces groupes, qui font aussi écho aux débats de l'ultra-gauche française de l'époque, entre les maoïstes spontanéistes ou les alliances de paysans-travailleurs de la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP). Ces articles, écrits par des militants ouvriers ou issus d'entretiens avec les travailleurs, parfois anonymes, expriment une subjectivité ouvrière sinon inaccessible ; ils donnent accès aux problématiques concrètes rencontrées par le mouvement ouvrier italien et français, sur le plan analytique comme stratégique.

2. La stratégie italienne : critique de l'aliénation et revendication du pouvoir ouvrier

Après la Première Guerre mondiale, l'Italie connaît une situation politique spécifique à gauche : les masses ouvrières font preuve d'initiative et de combativité et débordent les directions du Parti socialiste (PSI) et des syndicats. C'est un « paradoxe historique » que les masses éduquent le Parti, comme le pointe Gramsci¹. À Turin, en 1919-1920, les ouvriers occupent les usines et s'organisent par des conseils ouvriers² : la direction du Parti, plus centriste, condamne cette déviation jugée anarchiste. L'émergence du fascisme étouffe cette spontanéité ouvrière. Après la Seconde Guerre mondiale, le marxisme se diffuse de nouveau rapidement, renforçant le poids du Parti Communiste Italien (PCI) et du PSI. L'héritage marxiste italien antérieur, de Gramsci et de Labriola, favorise une autonomie culturelle et politique : le PCI résiste au jdanovisme et tolère une liberté d'expression intellectuelle dans l'organisation.

Par Gorz, la nouvelle gauche française et *Les Temps Modernes* suivent de près l'actualité italienne à partir des années 1960, d'abord pour l'évolution politique du PCI et syndicale de la Confédération Générale italienne du Travail (CGIL), ainsi que les luttes ouvrières en cours, puis pour les luttes syndicales et formes d'organisation alternatives, en interaction avec les étu-

¹ « Paradoxe historique par lequel en Italie ce sont les masses qui poussent et "éduquent" le Parti de la classe ouvrière et ce n'est pas le Parti qui guide et éduque les masses » (...) « Ce parti socialiste, qui se proclame guide et maître des masses, n'est pas autre chose qu'un pauvre notaire qui enregistre les opérations exécutées spontanément par les masses » Antonio Gramsci cité par Löwy (2009).

² Gramsci (1974).

dians et les féministes. En 1962 le socialiste Lelio Basso écrit à *L'Express* pour contester l'enquête de Bosquet sur la gauche socialiste italienne, ce qui initie leur relation et leur amitié. De façon similaire au PSU français dont Gorz est proche, Basso et le syndicaliste Vittorio Foa cofondent en 1964 le PSIUP comme alternative au PS de gouvernement. À l'été 1962, Gorz visite à Rome le siège de la CGIL, syndicat majoritaire proche du PCI, puis côtoie les grèves des métallurgistes turinois et milanais. Contrairement aux communistes et cégétistes français qui se concentrent sur l'exploitation économique et le partage de la valeur, les syndicalistes italiens dirigent la lutte contre l'aliénation au travail, situation de dépossession du pouvoir ouvrier sur l'organisation du travail, en luttant pour reprendre du pouvoir sur la production. Gorz assiste au X^e congrès du PCI et rencontre Rossana Rossanda, future éditrice de *Il Manifesto*, avec qui il échange toute sa vie. Par la suite, il retourne fréquemment en Italie et écrit pour *Problemi del socialismo*, la revue de Basso, *Mondo nuovo*, revue du PSIUP, *Critica marxista*, revue du PCI, et *Revue internationale du socialisme* créée en 1964 par Basso à laquelle participent aussi Jean-Marie Vincent, Ernst Mandel et Serge Mallet, proches aussi du PSU³.

Dès janvier 1962, *Les Temps Modernes* suit les débats du PCI, en publiant Giorgio Amendola, dans l'aile droite, qui justifie la stratégie politique centrée au nom de l'unité de la classe ouvrière, et Lucio Magri, à gauche, qui se méfie de cette stratégie réformiste. La revue édite les prises de position de Togliatti, qui commente les évolutions du PCUS, critique le PC chinois et soutient Tito⁴. En juin 1963, l'éditorial de Gorz voit dans la victoire électorale des communistes l'échec de la stratégie social-démocrate qui accepte le néo-capitalisme par « pragmatisme » pour participer au gouvernement, comme le parti socialiste italien et d'autres partis socialistes européens. Ils ne croient plus dans le potentiel révolutionnaire des masses donc ils renoncent à « contester le système lui-même » et entrent « dans le jeu du pouvoir » pour arracher, au sein de l'État, quelques avantages immédiats pour la classe ouvrière⁵. À l'inverse, les travailleurs ont découvert leur exploitation et leur force par une stratégie qui relie « les objectifs immédiats, mobilisateurs, à des objectifs médiateurs de structure et de pouvoir ; les objectifs de structure et de pouvoir à une perspective globale et à long terme, de laquelle surgira aussitôt l'exigence de dépasser ce qui vient d'être obtenu ». Cette stratégie conteste le mode de vie néo-capitaliste tout en montrant qu'une autre solution existe déjà et est accessible à partir de

³ Gianinazzi (2016, 111).

⁴ Togliatti (1962, 1963) et Ribao (1963).

⁵ Gorz (1963, 2114-2115).

la situation présente, par des « réformes révolutionnaires » : ce sont des transformations immédiatement possibles de la situation mais aux effets révolutionnaires qui transforment durablement les rapports de force en dotant les sujets d'un pouvoir nouveau.

Le double numéro d'automne 1962, qui prépare *Stratégie ouvrière et néocapitalisme* de Gorz, commente la stratégie syndicale et politique du mouvement ouvrier italien. Il édite le socialiste Basso, les syndicalistes Foa et Trentin et les communistes Lucio Magri et Giorgio Amendola, qui ont tous des fonctions de représentation au sein du mouvement ouvrier. Gorz les qualifie de « théoriciens de l'aliénation de la classe ouvrière », qui montrent les besoins qualitatifs d'autonomie restés insatisfaits, malgré la croissance de la production : ils revendiquent une « civilisation du travail » au lieu d'une « civilisation de confort », une « libération *dans le travail* » au lieu d'une « libération dans la consommation » pour dépasser la misère et la pauvreté⁶. Elle vise à dépasser l'aliénation du prolétariat au travail, contradictoire puisqu'il est « techniquement maître de l'appareil productif »⁷. Elle peut être contestée sur les lieux de production, par un « pouvoir ouvrier » sur la stratégie de l'entreprise, de la branche et du secteur. Celui-ci se distingue de la « participation » ou de la responsabilité commune du capital et du travail que proposent le néocapitalisme d'un État présenté comme arbitre neutre : « l'exigence gestionnaire » signifie « le refus du despotisme que le capital exerce à l'intérieur de l'entreprise et à l'extérieur », sur les pratiques de production et les rapports sociaux. Quelle institution peut l'incarner ?

3. La condition du pouvoir ouvrier : l'autonomie syndicale

L'autonomie syndicale est privilégiée face au parti politique qui s'insère dans le parlementarisme et la course au pouvoir, mais dans quelle mesure le syndicat peut-il être un organe révolutionnaire alors qu'il ne peut pas prendre le pouvoir institutionnel ? Dès ce numéro d'automne 1962, Gorz insiste sur la stratégie syndicale de ces théoriciens de l'aliénation, qui ne veulent plus se subordonner à la stratégie électoraliste du Parti communiste italien et placent « la mise en question de la politique économique et du pouvoir » au « cœur même de l'appareil productif »⁸. Basso diagnostique la crise des luttes traditionnelles dans l'incapacité de relier l'action revendi-

⁶ Gorz (1962, 397).

⁷ Ivi (399).

⁸ *Ibidem*.

cative quotidienne au but politique final qui semble alors inaccessible⁹. Le texte de Foa, introduction au premier numéro des *Quaderni Rossi* – revue qui lance l’opéraïsme italien – constate une « autocritique confédérale » de la CGIL entre 1955 et 1960 :

Il ne s’agit pas d’une simple décentralisation des revendications et des instances de négociation et de luttes (au niveau des secteurs, des groupes et des entreprises), mais d’une orientation tendant à enraciner les revendications dans la réalité concrète du rapport de travail, en élaborant par cette voie, à travers une succession d’objectifs intermédiaires, un pouvoir syndical capable de s’opposer en toute autonomie au patron, sur tous les aspects de la condition ouvrière sur le lieu même du travail¹⁰.

Les luttes récentes témoignent d’une forme d’autogestion des luttes qui rend le pouvoir syndical de base plus autonome : il peut exprimer des objectifs immédiats pour s’opposer au pouvoir du patron directement au travail. Côté communiste, Magri conteste la stratégie de socialisation des moyens de production et de planification de l’économie parce qu’elle est réappropriée par le gouvernement et le patronat qui l’imposent, réifiée et immuable, aux travailleurs : n’est valable qu’une socialisation organisée par le pouvoir ouvrier, qui détermine les besoins et les moyens¹¹. Amendola montre le rôle des luttes ouvrières d’après-guerre dans les cycles économiques, par la contestation des licenciements et la défense de l’industrie : en liant déjà « les travailleurs et les chômeurs », elles ont une force politique propre et non seulement un rôle économique¹². Enfin, Trentin analyse les rapports de forces dans le néo-capitalisme italien. Le pouvoir capitaliste monopolistique coexiste avec un « capitalisme d’État », qui crée des organismes de planification économique et de défense des consommateurs, tout en utilisant les syndicats pour intégrer le travailleur en le transformant en épargnant ou coactionnaire pour nier le conflit de classe. Ces « nouveaux *centres de pouvoir* » sont « susceptibles de coexister avec le renforcement de l’industrie monopolistique ». Trentin conçoit à l’inverse « la lutte des classes » comme une

[l]utte pour la conquête de l’autonomie (en termes de revenu, de qualification, de prérogatives syndicales) du travailleur par rapport à son entreprise particulière, et à la politique de gestion qui y est pratiquée : le salaire garanti, de nouvelles normes de qualification répondant aux capacités professionnelles de la *personne* du travailleur, le droit de discuter les rythmes de production, sont devenus des revendications comprises par la classe ouvrière.

⁹ Basso (1962).

¹⁰ Foa (1962, 536).

¹¹ Magri (1962).

¹² Amendola (1962).

Il propose de l'organiser par une « politique de réforme des structures » autour « du contrôle ouvrier, du nouveau rôle et des pouvoirs autonomes des syndicats ; des formes de gestion commune ; du contrôle démocratique ; du nouveau rôle des organismes locaux ; des nouvelles formes et des nouvelles institutions de démocratie de base »¹³. Cette stratégie peut unir tout type de travailleur avec la prise de conscience de l'antagonisme de classe. Mais son horizon reste un socialisme productiviste qui dépasse les imperfections du développement capitaliste par un « développement ininterrompu des forces productives et d'une science indépendante de l'hypothèse capitaliste », idéal de progrès qui unirait les ouvriers spécialisés et techniciens. De même, quand Bosquet interroge Trentin sur la crise structurelle de l'industrie automobile en raison de la saturation de la demande, celui-ci répond que l'expansion du marché suffira à absorber les capacités productives excédentaires¹⁴.

Cette stratégie d'autonomie syndicale inspire Gorz dans *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, qui cite à plusieurs reprises Basso, Foa et Trentin. La CGIL est assimilée à la CFDT parce que toutes deux « considèrent le pouvoir syndical de contrôler et de conditionner la gestion des grandes entreprises comme la condition première d'une planification antimonopolistique ou démocratique »¹⁵. Gorz se reconnaît dans la position de Foa de relier politiquement « l'aliénation du producteur dans le processus productif » avec « l'aliénation du producteur dans la société » pour viser « la reconquête de l'autonomie du producteur au sein du processus productif »¹⁶. Gorz inscrit sa théorie du syndicat autogestionnaire du procès productif, de la gestion comme de la formation de la force de travail dans celle de Trentin¹⁷.

L'échange se poursuit : en février 1967, le dossier des *Temps Modernes* s'ouvre par l'article « Réforme ou Révolution » de Gorz puis l'article de Bruno Trentin, traduit par Gorz, qui discute de l'intégration social-démocrate de la classe ouvrière. Trentin déplore « des formes de participation des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière à la “gestion” (et non à la transformation) du système », qui résultent aussi d'une perte de l'espoir révolutionnaire et de l'acceptation d'une « religion capitaliste de “l'efficacité” »¹⁸. Il analyse alors les « nouveaux contenus de la lutte des

¹³ Trentin (1962, 629-631).

¹⁴ Gorz (1964b).

¹⁵ Gorz (1964a, 14).

¹⁶ Ivi (33, 39).

¹⁷ Ivi (20, 44-46).

¹⁸ Trentin (1967, 1400)

classes » à partir de son expérience syndicale, du côté des OS à faible qualification mais dotés d'une culture générale en raison de l'essor de la scolarisation, tout comme du côté des techniciens et scientifiques qui contestent la gestion capitaliste et la hiérarchie autoritaire. Ils critiquent tous « l'organisation du travail à l'usine » pour mettre en question « le pouvoir de décision de l'entrepreneur capitaliste sur un terrain où le syndicalisme traditionnel ne l'a jamais combattu », ce qui « exige des syndicats et des partis ouvriers une initiative politique plus ample, capable de fournir aux nouvelles revendications ouvrières à l'usine un débouché cohérent au niveau de mesures locales et nationales de politique économique »¹⁹. Or, les structures syndicales de négociation restent centralisées, alors que les centres de décisions sur les salaires et les conditions de travail sont localisés. C'est pourquoi le syndicat doit reconquérir « un pouvoir effectif de contestation et de négociation dans chaque entreprise » par « un système de négociation beaucoup plus flexible et décentralisé que par le passé » en multipliant les actions locales, « dans chaque usine ». Comment l'articuler avec la politique de long terme, tout en préservant l'autonomie syndicale et sa longueur de vue politique ? Son autonomie n'est pas simplement formelle et juridique, mais dans chaque situation de travail pour représenter les intérêts concrets de la classe ouvrière et conserver vis-à-vis de l'État et du patronat « un comportement dialectique de collaboration et de contestation, même et surtout dans la phase d'exécution des plans de développement », par la proposition « de nouvelles directions – surgies de l'expérience concrète des revendications ouvrières sur les lieux de travail – pour leur initiative politique à l'échelle nationale »²⁰. Le numéro se clôt avec l'article de Basso qui articule la lutte revendicative quotidienne avec « la lutte pour des réformes de structure anticapitalistes, constituant des étapes intermédiaires sur la voie au socialisme », pour lier le processus objectif de subversion sociale au processus subjectif d'« intervention consciente du mouvement ouvrier »²¹. La classe ouvrière lutte

[p]our son autonomie, pour le droit de gérer elle-même le patrimoine de la force de travail, avec toutes les implications qui en découlent quant à l'organisation du travail dans l'entreprise, quant aux qualifications, à la gestion autonome du salaire différé (prévoyance sociale), etc... Chacune de ces revendications, de même que le principe général qui les inspire, s'oppose au système capitaliste. Il en est de même de la revendication toujours plus pressante de la sécurité : sécurité contre les fluctuations de l'emploi (plein emploi) et du salaire (salaire annuel garanti, échelle mobile), contre

¹⁹ Ivi (1404).

²⁰ Ivi (1429).

²¹ Basso (1967, 1476).

l'arbitraire patronal, etc., qui s'opposent à l'instabilité fondamentale du capitalisme. (...) En un mot, il s'agit de rendre de plus en plus précaire l'équilibre du capitalisme en le forçant à cohabiter avec des rapports sociaux et avec un réseau d'institutions qui sont les expressions de principes d'organisation incompatibles avec son système.

Au capitalisme, le socialisme oppose des « contre-pouvoir » entendus comme « l'ensemble des forces, des instruments et des modes d'actions qui permettent au mouvement ouvrier de faire peser sa volonté sur la dynamique complexe de la vie économique, politique et culturelle »²². Pour les traduire, le syndicat ne peut se limiter à des tâches revendicatives seulement au sein de l'usine, puisque les rapports de pouvoir et les conditions de travail dépendent aussi de rapports sociaux extérieurs. Le parti peut guider l'ensemble du mouvement par une volonté politique unitaire et coordinatrice, restant proche des problèmes réels de la base et de l'expérience spontanée des luttes.

Pour ces syndicalistes et socialistes italiens comme pour Gorz, l'enjeu est d'articuler l'autonomie du syndicat et des luttes ouvrières de base, avec une stratégie politique de long terme d'un pouvoir ouvrier autonome : les premières ne doivent pas être étouffées, mais l'objectif révolutionnaire doit perdurer. Cette stratégie paraît cependant limitée dans l'après-1968 français et dans l'Automne chaud italien de 1969 quand les institutions sont accusées d'étouffer les mouvements de base par crainte de ne plus le maîtriser. Ces premiers échanges avec le socialisme et le syndicalisme italiens font connaître Gorz des milieux opéraïstes, qui entre en contact avec eux à partir de 1968.

4. L'opéraïsme critique des institutions : vers les mouvements insurrectionnels

En Italie, des groupes politiques anti-institutionnels se créent à la fin des années 1960, visant à stimuler des insurrections sociales, ouvrières et étudiantes : *ce sont Potere Operaio, Lotta Continua et Autonomia Operaia*. Gorz entend parler de l'opéraïsme par Vittorio Foa, qui discute et cite Raniero Panzieri²³ pour commenter la situation de la CGIL à Turin, où la base unifie les ouvriers par-delà leur appartenance syndicale par des assemblées. À partir de la rencontre avec Oreste Scalzone, cofondateur de *Potere Operaio* avec Toni Negri, en 1968, puis des échanges avec Yann Moulier-Boutang,

²² Ivi (1481).

²³ Foa (1962).

qui traduit et édite *Ouvriers et capital* de Mario Tronti²⁴, Gorz découvre l'autonomie italienne, issue de l'opéraïsme de Mario Tronti, Romano Alquati et Raniero Panzieri. Ce mouvement se distingue des premiers groupes opéraïstes par désaccord sur la stratégie organisationnelle : Tronti défend une organisation politique de la classe ouvrière pour prendre le pouvoir et gouverner durablement les institutions, ce que manquent les étudiants et les travailleurs spontanéistes. À l'inverse, certains opéraïstes refusent la médiation syndicale social-démocrate et les institutions de la « République démocratique, fondée sur le travail » ainsi que les négociations patronales qui ne changent pas les rapports de force. *Potere Operaio* déplore que « les organisations de la classe ouvrière se retrouvent toutes à l'intérieur du développement, à l'intérieur du projet capitaliste qui vise à contenir les luttes, pour fonctionner comme institution de médiation entre les intérêts ouvriers et le développement du capital »²⁵. Puisque la classe ouvrière perçoit la contradiction entre ses exigences et les stratégies politiques et syndicales, elle tente de les infiltrer, de les déborder ou bien de les remplacer par des organisations indépendantes. C'est le cas du Comité Unitaire de Base (CUB) de Pirelli à Milan, composé de jeunes ouvriers avec une faible expérience politique et syndicale, qui contestent l'organisation patronale du travail et la bureaucratie syndicale. Les CUB sont une forme d'exercice de contre-pouvoirs immédiats, au moment des luttes et par-delà, lieux de coordination et de socialisation entre ouvriers. Ils inventent aussi d'autres liens avec les étudiants en les faisant participer à l'organisation du mouvement, plutôt que de les subordonner au mouvement ouvrier comme le font le PCI et la CGIL. Les étudiants de *Lotta Continua* préconisent la formation de comités de base court-circuitant la hiérarchie syndicale, ce qui leur est reproché par l'appareil syndical sur le court terme, alors qu'il reconnaît ensuite que le développement de la démocratie syndicale a stimulé la progression de la lutte.

En réponse aux luttes, le PCI défend l'ordre, pour chercher le « compromis historique » de gouvernement commun avec la Démocratie chrétienne : Gorz note qu'il est « porté, bousculé, secoué de bas en haut par le mouvement de contestation qui, depuis un an, lance ses vagues d'assaut contre les structures et les institutions du capitalisme italien »²⁶. Face aux occupations d'usines (de Marzotto à Valdogno et de Pirelli et Fiat à Turin), aux assemblées ouvrières (Indesit à Fabriano), le parti n'est plus révolution-

²⁴ Sur la diffusion des idées opéraïstes en France et sur le rôle de Yann Moulier-Boutang et de Toni Negri, après *Les Temps Modernes*, voir Aubert (2017).

²⁵ Cité par Allavena (2020, 44).

²⁶ Gorz (1969a).

naire, malgré la « ligne Berlinguer »²⁷ qui prône la participation du PCI aux luttes ouvrières, étudiantes et paysannes, sans y parvenir. Certains communistes révolutionnaires fondent en juin 1969 le journal *Il Manifesto*, qui défend l'autonomie du mouvement ouvrier à partir de Rosa Luxembourg, pour reconstruire la démocratie à la base du parti. Le premier numéro en novembre 1969 critique l'invasion de la Tchécoslovaquie de 1968, ce qui les conduit à être exclus pour dissidence. Gorz est abonné à la revue, dans laquelle il écrit et fait publier sa critique anti-institutionnelle « Détruire l'Université » et dont il diffuse les articles et idées²⁸. *Il Manifesto* se transforme ensuite en groupe politique dissident. De même, *Lotta continua*, groupe émergent en 1969 des luttes ouvrières de Pise, se structure politiquement comme force de gauche extraparlamentaire. Ces groupes jugent qu'en distinguant la conquête du pouvoir économique, confiée au syndicat, de la conquête du pouvoir politique, confiée au parti, le mouvement ouvrier s'auto-sabote. Ils interviennent dans les usines pour stimuler les mouvements de bases et les grèves spontanées, mais aussi par-delà pour faire déborder les contestations²⁹. Les luttes d'automne 1969 et du printemps 1970 font pression sur le régime, qui les réprime brutalement, en s'appuyant sur le PCI et les syndicats comme instances médiatrices³⁰.

Pour nourrir les réflexions organisationnelles, *Les Temps modernes* diffuse ces écrits issus d'une diversité de groupes et d'expérience de luttes, qui expriment directement la subjectivité ouvrière et les réflexions des acteurs³¹. Dans le numéro d'automne 1969, Gorz synthétise ces enjeux : leur succès

[s]e mesure surtout au pouvoir que l'action commune confère aux ouvriers en lutte : pouvoir sur l'organisation du travail, sur l'évaluation qualitative et quantitative des tâches ; sur les conditions de travail ; pouvoir de restreindre la logique de la gestion capitaliste et de la mettre en crise³².

²⁷ Gorz (1969b).

²⁸ Gorz (1970b).

²⁹ Gorz (1969d, 19) : « La fonction du groupe politique est toute différente : à la différence du syndicat, il n'a pas à se soucier de traduire la poussée ouvrière en objectifs réalistes, négociables. Son souci est plutôt de stimuler l'expression et la prise de conscience de toutes les exigences, de toutes les aspirations, de tous les refus qu'implique une lutte particulière, et de faire déborder celle-ci de l'entreprise sur la ville, la région, la société environnante ».

³⁰ Balestrini, Moroni (1997).

³¹ Certains textes ne sont pas signés, comme l'article anonyme d'avril 1969 « Une grève exemplaire », signé « XX » [auteur anonyme] : XX (1969).

³² Gorz (1969a, 385).

Face au pouvoir du capital, le pouvoir ouvrier peut soit rester dans les limites que lui impose le capitalisme, qui le restreint d'autant plus en l'institutionnalisant, soit le dépasser dans une épreuve de force, dont la grève est un moyen. Elle peut être révolutionnaire si elle « déborde l'appareil institutionnel du syndicat, balaie son organisation ou la met en crise, lui substitue l'initiative et la capacité d'auto-organisation des assemblées et comités ouvriers », parce qu'elle exerce une souveraineté collective conquise contre les pouvoirs répressifs du patronat comme du syndicat. De façon dialectique, Gorz note que les luttes spontanées ont aussi conduit les syndicats à se transformer en favorisant « l'autodétermination et l'auto-organisation des travailleurs à la base » sur les formes et les buts de lutte, remplaçant ainsi l'encadrement bureaucratique mis en place en période de reflux de luttes, devenu un frein dans les moments d'effervescence. Le syndicalisme vise désormais la conquête de pouvoirs concrets et permanents sur le processus de production. Gorz n'abandonne pas la médiation syndicale mais lui impose de « s'enrichir des initiatives multiformes de la base, les canaliser et devenir action permanente des travailleurs eux-mêmes pour soumettre les conditions, l'organisation et la division du travail à leur contrôle collectif et à leurs besoins », ce qui « fait pressentir les possibilités de l'autogestion ouvrière »³³. Alors que les réformistes considèrent que ce nouveau syndicalisme doit canaliser la combativité ouvrière vers des objectifs électoraux, une minorité révolutionnaire veut la remplacer par « une avant-garde révolutionnaire de masse, capable de prendre le contrôle des usines et d'y ériger des centres de pouvoir ouvrier »³⁴, moyen d'une démocratie socialiste conseilliste. Ce mouvement cherche une

[o]rganisation non institutionnelle, non centralisée (...) surgie de la base, forgée pour les besoins de la lutte, se perpétuant par l'action permanente, vivant de la capacité d'initiative et d'autoorganisation des masses, ne relevant ni du syndicat, ni du parti de masse, ne se donnant pour but ni la négociation, ni la conquête et l'exercice du pouvoir parlementaire, rejetant toute forme de délégation du pouvoir ; d'une organisation, en somme, qui coïncide avec le mouvement de lutte lui-même, en épouse les exigences pratiques, le prolonge au niveau politique et constitue ou préfigure le pouvoir direct, non institutionnalisé (ou « double pouvoir ») d'une avant-garde révolutionnaire de masse³⁵.

L'action des groupes étudiants-ouvriers cherche cette organisation, comme chez Fiat, où ils stimulent le développement de groupes révolu-

³³ Ivi (387).

³⁴ Ivi (388).

³⁵ Ivi (390).

tionnaires d'usine par les travailleurs eux-mêmes³⁶. Gorz présente ensuite le débat entre les deux militants pisans de *Potere Operaio* Adriano Sofri et Romano Luperini, comme « un échange entre militants, engagés à plein temps dans l'action pratique et qui, à partir de la pratique, en viennent à soulever des questions d'orientation et de priorité »³⁷ : ils interrogent ainsi le besoin d'avant-garde externe à l'aune de leur situation et en concluent que leur groupe est provisoire, prêt à s'auto-dissoudre au profit d'une avant-garde interne de masse qui s'auto-organise par la lutte autonome. Ensuite, *Les Temps Modernes* publie les débats organisationnels de *Il Manifesto* dans le numéro de janvier 1970, qui s'ouvre par un article de Rossana Rossanda³⁸ sur l'organisation de la classe chez Marx, Lénine, Luxembourg et Gramsci, puis un échange avec Sartre sur le spontanéisme. En 1968, les mouvements de base ont refusé le parti comme organisation politique structurée de la classe, mais après, d'autres groupes gauchistes sont revenus à la forme léniniste d'organisation. Dans la continuité des analyses institutionnelles de la *Critique de la raison dialectique*, Sartre diagnostique en pratique une « contradiction profonde du parti, surgi pour libérer les masses de la sérialité et devenu lui-même institution »³⁹ qui ne peut se résoudre que par la lutte, qui maintient le parti vivant.

Notons, sans le développer ici, que les analyses opéraïstes nourrissent aussi les réflexions de Gorz sur l'organisation scientifique et technique du capitalisme et le rôle des employés, techniciens et scientifiques dans le mouvement révolutionnaire, auxquels il s'intéresse depuis 1964 avec l'hypothèse de « la nouvelle classe ouvrière » discutée par Serge Mallet, Pierre Belleville et Alain Touraine. Gorz édite leurs articles sur ce sujet⁴⁰, qu'il republie en 1973 dans *Critique de la division du travail* : alors qu'il croyait en 1964 dans le potentiel révolutionnaire et autogestionnaire des ouvriers qualifiés et techniciens déchargés de certaines tâches simples par l'automatisation, il comprend leur intégration social-démocrate et leur difficultés à mettre en cause toute l'organisation scientifique et technique du capitalisme à laquelle ils participent.

Gorz se concentre alors à partir de 1968-1969 sur le potentiel révolutionnaire des OS : le « dossier italien » de l'automne 1970 porte sur les luttes « radicales et longues » du printemps 1968 au printemps 1970 qui témoignent d'un « refus du travail » ouvrier, qui paralyse la production

³⁶ Castellina (1969).

³⁷ Sofri (1969, 392).

³⁸ Rossanda (1970).

³⁹ Sartre – Manifesto (1970, 1047).

⁴⁰ Voir le numéro d'avril 1970, d'août-septembre 1970 et de septembre-octobre 1972.

ainsi que le pouvoir économique et politique bourgeois. Pourtant, « les forces traditionnelles du mouvement ouvrier » ont organisé leur repli pour gouverner avec le pouvoir en place au lieu de participer à le dépasser : il faut alors étudier la « construction d'une organisation révolutionnaire, à partir d'organismes ouvriers autonomes, forgés dans le combat »⁴¹. Gorz précise que le dossier édite des textes d'*Il Manifesto*, plutôt que de *Lotta Continua* ou *Potere Operaio*, en raison du « caractère circonstanciel, tactique ou expérimental » de leurs positions, qui sont donc « dépassées par l'évolution rapide de la situation et de ces "groupuscules" eux-mêmes qui se sont rapprochés du groupe du *Manifesto* qu'ils avaient dénoncé au départ ». Néanmoins, le dossier analyse les groupes *Lotta Continua*, *Classe e Stato* et *Potere Operaio*, présentés par la française Catherine Rivier⁴² : lancés pour enquêter sur les conditions de travail, ils formulent des revendications radicales, qui empêchent tout compromis et négociation concrète. Alors que certains militants socialistes de PSIUP voient dans la création des délégués d'équipe le moyen « de donner au mouvement extrasyndical une structure qui lui permette de se développer de manière autonome (...) et aussi d'établir le lien nécessaire avec la population de la ville et le mouvement à l'extérieur de l'usine (lutte contre l'augmentation des loyers, du prix des transports, etc.) », *Lotta Continua* alerte sur le « danger d'institutionnalisation et de détachement de la base ». Face à ces mouvements autonomes qui veulent faire du lien entre « l'avant-garde ouvrière et les masses » ainsi qu' « entre l'usine et les autres secteurs de la société » comme les quartiers et les universités, les syndicats apparaissent comme « des organisations contre-révolutionnaires » qui étouffent les velléités trop radicales de rupture⁴³. L'article de Giampiero Mughini explique l'évolution en détail de ces groupes d'ultra-gauche à partir des revues depuis *Quaderni Rossi* en insistant sur leur rôle dans la subjectivité ouvrière :

Les revues italiennes citées ont eu, elles, un enracinement réel dans le « mouvement », elles en ont reflété la vie et les exigences latentes, ont passé au crible de la critique les expériences passées et récentes du mouvement ouvrier, diffusé les thèmes porteurs du « mouvement », déclenché des débats nés du « mouvement » et qui étaient ensuite repris par lui⁴⁴.

⁴¹ Gorz (1970a, 332).

⁴² Rivier (1970, 338).

⁴³ Ivi (348-349).

⁴⁴ Mughini (1970, 382).

Le dossier distingue « deux conceptions différentes de la construction de l'organisation révolutionnaire » et ses perspectives dans le Nord industriel et les quartiers populaires⁴⁵ comme dans le Sud agricole⁴⁶.

Le numéro d'août-septembre 1971 témoigne des échanges de *Lotta Continua* avec les maoïstes français de Vive la Révolution et la Base Ouvrière dans l'usine Renault de Flins, avec l'article de Tiennot Grumbach qui présente ses matériaux : des interventions et des tracts, le projet de plateforme syndicale d'avril 1971 et le récit du mouvement de mai 1971⁴⁷. Il fait de Lotta Continua un modèle « dont les méthodes de lutte et d'organisation ont été une source d'inspiration pour d'autres groupes et notamment pour la Base Ouvrière de Flins » notamment sur les liens entre les intellectuels et les étudiants d'une part et les ouvriers d'autre part : « la pratique collective ouvriers-intellectuels doit ensuite conduire à l'autonomie prolétarienne, c'est-à-dire à une direction politique consciente et révolutionnaire » où les ouvriers choisissent les intellectuels, qui aident ensuite à trouver « les moyens de leur organisation »⁴⁸. La lutte doit alors s'immerger dans et par-delà l'usine, « aux côtés des milliers de femmes des Allocations familiales, des dizaines de milliers de postiers, d'agents hospitaliers, d'employés de grands magasins de travailleurs de l'électronique, de militants de la gauche paysanne... »⁴⁹. Les tracts de Base Ouvrière traduisent la volonté de faire une « grève des ouvriers et non la grève des syndicats, décidée et gérée par eux », par des « assemblées démocratiques » qui détermineront une « ligne d'action, choisie et appliquée par les travailleurs eux-mêmes »⁵⁰. Puisque les chefs syndicaux sont heurtés par ces méthodes qui réduisent leur pouvoir, un gréviste estime :

Nous sommes dans une période extrêmement intéressante. Nous assistons à la liquidation définitive des bureaucraties syndicales en tant qu'organisations des luttes ouvrières. Elles ne vont plus rester pendant un temps que des organismes de défense puis plus rien. Il nous faut donc commencer réellement le travail idéologique et théorique au sein du prolétariat, offrir des perspectives aux ouvriers les plus avancés. Bien définir ce que nous sommes et ce que nous voulons (programme)⁵¹.

⁴⁵ Potere Operaio (Pise) (1970).

⁴⁶ Mottura (1970).

⁴⁷ Grumbach (1971), Base ouvrière (1971).

⁴⁸ Ivi (2, 17, 22).

⁴⁹ Ivi (34).

⁵⁰ Ivi (39-40).

⁵¹ Ivi (52).

Les tracts défendent l'autogestion des luttes puisque les institutions ouvrières « [s]e sont progressivement transformées en instrument d'intégration des ouvriers à l'idéologie et au pouvoir des patrons ». Ainsi, « le PCF a organisé la grande division ouvrière : d'un côté le parti fait la politique, il y a des députés ; de l'autre, il a son syndicat qui fait la lutte économique dans l'usine ». Base ouvrière lui oppose : « nous voulons une organisation *politique* des ouvriers qui s'organisent dans l'usine, car c'est là que le pouvoir des patrons est concentré puisqu'il en tire ses richesses et sa puissance » avec « une organisation politique de masse dans l'usine pour diriger des luttes dans tous les domaines de la société »⁵².

Le numéro d'octobre 1971 édite des textes de *Lotta Continua*, que Gorz a obtenus de l'universitaire Gianni Sofri, frère du militant Adriano Sofri, et traduits. Le premier porte sur le besoin des ouvriers « de savoir quelle organisation est en mesure de garantir la généralité de la lutte, son rapport avec les luttes sociales »⁵³ parce qu'ils ne se satisfont plus des « grèves spontanées et [d]es grèves organisées contre la production ». La lutte s'étend au terrain social, à propos des logements, transport et conditions d'études, qui connaît ainsi

[q]uelque chose de comparable à l'explosion qui a secoué les usines italiennes il y a deux ans : un développement spontané de l'initiative prolétarienne, encore partielle et fragmentée, encore concentrée sur des affrontements particuliers et non pas organisée en un programme général⁵⁴.

Comment assurer la coordination des interventions « dans les quartiers et régions » et « dans l'usine » ? Si *Lotta Continua* refuse les comités de quartier, « sous-produits gratuits des administrations communales », il propose des organisations autonomes de centres sociaux et de consommation collective, manières de « prendre la ville » après avoir voulu « prendre l'usine » :

La ville, les prolétaires ne peuvent ni ne doivent la gérer, pas plus qu'ils ne peuvent ni ne doivent gérer l'usine. Ils peuvent et doivent gérer la lutte de classe dans la ville comme dans l'usine. Qu'a signifié pour la classe ouvrière, dans les grandes luttes de ces dernières années, le mot d'ordre « prendre l'usine » ? Non pas, bien sûr, « gérer » ou bien « contrôler » la production, ni « participer » à la direction ou aux bénéfices des usines ; mais renverser la gestion capitaliste de l'usine, transformer l'unité objective de la production salariée en unité subjective, politique, dans la lutte contre la production. L'usine est devenue le lieu où,

⁵² Ivi (69).

⁵³ *Lotta Continua* (1971a, 480).

⁵⁴ Ivi (481-482).

à travers les débrayages, les assemblées, les défilés, l'unité de classe des ouvriers s'est recomposée et organisée. De même, « prendre la ville » veut dire en finir avec la désagrégation du prolétariat, avec le contrôle exercé sur les masses par la solitude, l'exploitation économique, l'idéologie bourgeoise, pour produire leur contraire, l'unité prolétarienne complète, non plus seulement contre la production capitaliste, mais pour le droit de tous à une vie sociale communiste libérée du besoin, saine et heureuse⁵⁵.

Les deux textes suivants de *Lotta Continua* commentent les positions organisationnelles des autres groupes⁵⁶ : *Potere Operaio* soutient une voie insurrectionnelle, *Il Manifesto* un débouché politique institutionnel, avec des contrepouvoirs locaux, « dans les usines, les écoles et les quartiers » aux pouvoirs patronal et étatique, tandis que *Lotta Continua* insiste sur les rapports de force entre ouvriers et patrons, dans lesquels le parti n'est qu'un outil pour prendre le pouvoir institutionnel. Dans l'article « Sur l'organisation », *Lotta Continua* s'oppose au spontanéisme, qui néglige la direction politique d'ensemble des luttes, et à la bureaucratisation, qui la construit indépendamment des luttes :

Lotta Continua est née en 1969 comme une initiative des avant-gardes autonomes des luttes qui, dans l'organisation et la centralisation de leur travail, ont trouvé un instrument pour donner une continuité et une perspective claire à la fonction qu'elles remplissaient dans les masses. C'est ainsi que notre ligne politique s'est formée petit à petit, au fur et à mesure que le développement de la lutte de classe – et notre présence organisée en son sein – créaient les conditions nécessaires pour formuler des hypothèses plus générales et nous donner des tâches de direction politique plus étendues⁵⁷.

L'organisation de masse est définie par « la capacité des masses à mener et à diriger leur propre lutte »⁵⁸ à partir de leurs besoins et de leurs objectifs, et non par la forme du groupe.

Le numéro de juin 1974 est le dernier que Gorz organise. Intitulé « *Lotta Continua* : la leçon italienne », il fait le bilan du groupe jugé « l'un des plus importants » du renouvellement européen de la pratique et de la pensée révolutionnaires⁵⁹, à partir de textes récents rassemblés pour cerner son évolution, sans qu'ils ne fournissent une « théorie d'ensemble ». La « pratique de lutte » n'est partie que de « quelques principes fondamentaux guidant l'action » : dès lors, les textes

⁵⁵ Ivi (483).

⁵⁶ *Lotta Continua* (1971b, 1971c).

⁵⁷ Ivi (516).

⁵⁸ Ivi (517).

⁵⁹ Gorz (1974, 2105).

[f]ixent un moment du travail d'élaboration théorique lui-même, c'est-à-dire un retour sur soi autocritique par lequel des militants confrontent leurs conceptions et leurs schémas d'analyse aux enseignements de leur action, et celle-ci aux modifications de la situation. D'où le caractère d'inachèvement mais aussi de liberté, de franchise, de simplicité des analyses « internes », qui se donnent pour des guides toujours provisoires pour l'action⁶⁰.

L'introduction présente l'histoire de la gauche révolutionnaire italienne qui s'est transformée

[d]'un courant de recherche – stimulant mais unilatéral et très souvent idéologique – de voies nouvelles vers la révolution communiste, elle est devenue l'expression directe des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière : des secteurs les plus aliénés par l'organisation du travail et la vie sociale du capitalisme et qui se montraient les plus rigoureux et combattifs dans leur refus⁶¹.

Le groupe reproche toujours au réformisme politique et syndical « l'acceptation d'une "rationalité de la production", considérée comme objective et inéliminable », entraînant « l'acceptation globale de la hiérarchie sociale », alors que « les valeurs de l'autonomie de classe » naissent « de la négation radicale du mode de production capitaliste ». Or, le mouvement ouvrier officiel continue de s'appuyer sur les ouvriers professionnels qualifiés, de plus en plus marginaux et corporatistes. Lotta Continua voit dans la révolution chilienne le témoignage d'« un processus révolutionnaire [qui] engendre le développement de l'initiative directe des masses et leur organisation directe sous des formes nouvelles, très différentes des formes d'organisation institutionnelle du mouvement ouvrier, du syndicat, du parti parlementaire »⁶² avec de nouveaux organes de pouvoir comme les conseils ouvriers, les conseils paysans et les commandos territoriaux :

Le caractère révolutionnaire de cette nouvelle organisation unitaire ne réside donc pas dans sa forme – comme le voudraient les éternels fervents du fétichisme conseilliste – mais dans les contenus qui s'expriment par la nouvelle forme, autonome vis-à-vis du syndicat traditionnel et des traditionnels rapports entre les partis parlementaires de la coalition gouvernementale : la radicalisation de l'initiative de classe, jusqu'à ce qu'elle s'attaque – ne serait que de manière embryonnaire et défensive – au problème décisif de l'armement, de la construction de la force armée du prolétariat⁶³.

⁶⁰ Ivi (2105-2107).

⁶¹ Lotta Continua (1974a, 2108).

⁶² Lotta Continua (1974b, 2116).

⁶³ Ivi (2118).

Dans l'article « Qui sommes-nous ? », le groupe fait son histoire depuis la lutte chez Fiat en 1969 : il se définit par la « rupture totale avec l'idéologie du travail, le refus total de la société du salaire » qui enterre alors « toute la théorie sur le “communisme de l'ouvrier-producteur”, avec ce que cela entraînait de syndicalisme et de corporatisme »⁶⁴. Les syndicats sont rejetés comme des organes réformistes, des « institutions parallèles de l'État », de même que les délégués d'usines, qui portent l'« intérêt particulier des prolétaires à l'intérieur de la société bourgeoise »⁶⁵. Dans deux longs articles, Adriano Sofri clôt le numéro sur une longue critique de la situation des conseils et délégués d'usine⁶⁶. Alors que l'intervention dans les usines pouvait compenser l'abandon du PCI et la bureaucratisation syndicale, les délégués et les conseils d'usine restent un « croisement entre la direction bureaucratique du syndicat et la tendance à l'organisation de secteurs ouvriers importants »⁶⁷. Le délégué d'usine institué bureaucratiquement remplace les commissions internes, mais peut aussi s'opposer aux avant-gardes autonomes. Il ne trahit pas la base dans le seul cas où il provient d'un mouvement autonome de lutte, surtout dans les petites entreprises sans tradition syndicale. Sofri leur préfère une « organisation de masse », « que les masses se donnent spontanément dans le cours de la lutte, comme instrument de leur initiative directe, leur permettant d'exercer leur pouvoir sur la lutte elle-même ». Même si elle ne dure pas, l'expérience transforme subjectivement les masses : « Ce qui survit à la lutte, c'est ce que les masses y ont conquis du point de vue de la conscience, de l'unité, de la confiance en soi ». Dans un long essai en cinq chapitres « sur les conseils de délégués », issus de dix articles parus dans *Lotta Continua* en mars 1973, Sofri analyse le mouvement des conseils. Puisque le délégué devait « relayer une politique gouvernementale réformiste par le contrôle syndical dans l'usine, dans la perspective d'une nouvelle phase de relance capitaliste », les conseils de délégués pleins de « discipline syndicale, [de] cooptation et [de] responsabilisation bureaucratiques, [de] corporatisme » trahissent les mouvements révolutionnaires de 1969 en s'opposant « à la recherche de l'organisation, de la participation et de l'unité de la part de beaucoup d'ouvriers d'avant-garde »⁶⁸. La gauche syndicale se sert de la tendance conseilliste comme alibi pour limiter et appauvrir la politisation des délégués en cherchant à

⁶⁴ Lotta Continua (1974c, 2152).

⁶⁵ Ivi (2180).

⁶⁶ Sofri (1974a, 1974b).

⁶⁷ Sofri (1974a, 2188).

⁶⁸ Sofri (1974b, 2194).

[g]arantir un développement contrôlé des luttes ouvrières, empêcher le débordement des grèves officielles, « *externes* », c'est-à-dire dirigées centralement et précédées d'un préavis officiel (grèves qui font perdre beaucoup d'argent aux ouvriers et les laissent passifs devant la gestion syndicale) par des actions *internes* démultipliées (qui touchent davantage la production et exigent une initiative directe de la part des ouvriers)⁶⁹.

Les comités unitaires de base apparaissent alors en occupant « le vide que laisse le manque d'initiative et d'organisation du syndicat ». Sofri finit par critiquer la revendication de « contrôle ouvrier » pour son caractère flou, que la bourgeoisie a utilisée pour l'amenuiser :

Au cours de l'année 1920, le thème du « contrôle ouvrier » apparaît dans le débat sur les conseils. Cette formule est parmi les plus générales et imprécises que le mouvement ouvrier ait connues. Alternativement, elle désigne le contrôle administratif, disciplinaire, technique, économique-politique, le contrôle d'usine, le contrôle syndical sur une industrie ou un groupe d'industries, le contrôle de l'État et ainsi de suite. La bourgeoisie jouera sans scrupules sur la généralité de la formule. Dans l'usine, sur le plan de la production directe, le contrôle ouvrier, malgré toutes les équivoques productivistes qui le caractérisent, peut se transformer en contestation et négation de la hiérarchie patronale et la bourgeoisie, avec le plus grand esprit de décision, s'efforce de le détruire (Turin en sera la preuve) ; par contre, sur le plan politique général, la bourgeoisie, et le gouvernement de Giliotti en son nom, transformera cette revendication en la promesse (d'ailleurs non tenue) d'une réforme purement administrative. Elle sera en cela soutenue par les directions réformistes qui, menant jusqu'au bout la dénaturation d'un mot d'ordre lié à l'initiative directe des masses, en en faisant le synonyme équivoque et mystificateur du *self-government* ouvrier, proposeront que le contrôle ouvrier soit officiellement reconnu par le patron et par l'État⁷⁰.

Adriano Sofri s'engage dans l'action directe et est suspecté d'être le commanditaire de l'assassinat du commissaire Luigi Calabresi en 1972, revendiqué par *Lotta Continua*⁷¹. L'affrontement social s'organise militairement et l'État riposte par une répression policière, jusqu'au fameux enlèvement d'Aldo Moro en 1978 par les Brigades Rouges. Negri interprète la déroute de l'autonomie par l'absence de médiations institutionnelles⁷² ; aujourd'hui, Julien Allavena considère que c'est la richesse des médiations antérieures, ouvrières, urbaines, culturelles, féministes et homosexuelles,

⁶⁹ Ivi (2201).

⁷⁰ Ivi (2263).

⁷¹ Sa culpabilité est incertaine comme essaie de le montrer son ami Carlo Ginzburg (1997) dans l'analyse méticuleuse des faits et de l'instruction.

⁷² « La diffusion des luttes a fourni la base d'une théorie des micro-organisations ; alors que la matérialité diffuse du mouvement révélait en réalité l'urgence d'une médiation politique de haut niveau », cité par Allavena (2020, 185).

qui se retourne « contre le mouvement jusqu'à mettre en avant la seule lutte armée »⁷³. Gorz ne se prononce pas directement sur ces faits. Il note seulement que l'utilisation policière et gouvernementale de la terreur fasciste depuis l'attentat de la Piazza Fontana à Milan en décembre 1969 est à double tranchant parce qu'elle mobilise et radicalise le mouvement de masse. Quand il propose d'éditer en 1978 un numéro de plusieurs centaines de pages avec des textes inédits issus de l'opéraïsme, Benny Lévy exige qu'il soit précédé d'un éditio pour condamner explicitement les violences en cours et la lutte armée. Gorz le refuse parce que ce serait adopter la même position simpliste que le PCI⁷⁴ ; le projet de dossier est abandonné et Gorz s'éloigne de la rédaction des *Temps Modernes*.

5. Conclusion

Les échanges avec la gauche italienne ont vivement nourri Gorz pour penser l'évolution de la subjectivité de la classe ouvrière et ses capacités d'action et d'organisation, au travail et en dehors, sur le terrain politique et social. Après les années 1970, Gorz continue de citer le mouvement autonome italien⁷⁵. Certaines thèses d'*Adieux au prolétariat* en 1980 sont proches des idées opéraïstes, comme l'idée du « refus du travail » des OS, formulée d'abord par Mario Tronti, pour interpréter le développement des forces productives comme résultat de l'insubordination ouvrière, à laquelle le capital répond en réduisant le besoin de travail vivant, ainsi que le comportement social anti-productif qui rejette en entier le mode d'existence industriel. Le capitalisme contre la révolte de l'ouvrier-masse des chaînes de montage en automatisant le processus de production pour réduire son poids dans la production : l'innovation technique pour économiser le travail vivant est une réponse patronale au refus du travail ouvrier. Gorz pense alors le devenir de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire alors que la production sociale de richesses se décorrèle du travail abstrait individuel, quantifié par le temps de travail. Le prolétaire postindustriel que Gorz théorise dans *Adieux au prolétariat* intègre la théorie de Negri de l'ouvrier-social qu'il situe dans les franges marginales et précaires de la classe ouvrière et de la féministe matérialiste Silvia Federici qui pointe le rôle du travail domestique : la force productive se réalise par-delà la sphère productive et l'emploi formel, dans tous les rapports

⁷³ Ivi (186).

⁷⁴ Moulier-Boutang (2007).

⁷⁵ *Métamorphoses du travail* cite Tronti, Negri et *Potere Operaio* (Gorz, 1988, 389-391).

sociaux et la conflictualité atteint la vie quotidienne. Cela explique que la gauche italienne ne soit pas autant surprise par *Adieux au prolétariat* que la gauche française⁷⁶.

Synthétisons ici les apports des écrits ouvriers opéraïstes à la philosophie de Gorz. Sur le plan institutionnel, une méfiance libertaire vis-à-vis des institutions susceptibles de se couper de la base, comme le parti léniniste vertical, auquel il privilégie une forme syndicale autogérée. Sur le plan méthodologique, l'accès à une subjectivité ouvrière par-delà les cadres institutionnels : Gorz suit ainsi les nouveaux mouvements sociaux des années 1970 qui émergent en dehors des structures partisans et syndicales, comme les mouvements écologistes ou féministes. À partir de 1980, il les rassemble sous le concept de « prolétariat postindustriel », qui inclut aussi les précaires et les chômeurs, dont il lit les écrits. Après son départ des *Temps Modernes*, Gorz ne publie plus directement ces textes, mais les cite dans ses ouvrages. Il participe néanmoins à leur diffusion en préfaçant certains, comme celui de l'employé et militant CFDT Pierre Héritier, *Nouvelle croissance et emploi* en 1988 et du sociologue Sébastien Schehr, *La vie quotidienne des jeunes chômeurs* en 1999.

Table des abréviations

LTM : *Les Temps Modernes*
NO : *Le Nouvel Observateur*

Bibliographie

- Allavena J. (2020), *L'Hypothèse autonome*, Paris: Amsterdam.
Amendola G. (1962), *Luttes des classes et développement économique après la Libération*, "LTM", 196-197: 673-736.
Aubert A. (2017), *Multitudes : aux origines d'une revue radicale*, "Raisons politiques", 67, 3: 31-47.

⁷⁶ Ce qu'estime Gorz en 1983 dans sa correspondance avec Alain Lipietz et encore aujourd'hui Toni Negri (entretien du 26 janvier 2023). Negri considère que la gauche italienne vit les phénomènes décrits dans *Adieux au prolétariat* dès 1977 avec l'éclatement de la sphère autonome et la répression politique.

- Balestrini N. et Moroni P (2017), *La Horde d'or, Italie 1968-1977. La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle*, Paris: L'Éclat.
- Base ouvrière (1971), *Renault-Flins 1971*, "LTM", 301-302 : 37-88.
- Basso L (1962), *Expansion monopolistique et stratégie ouvrière : Démocratie et nouveau capitalisme*, "LTM", 196-197 : 509-515.
- (1967), *Les perspectives de la gauche européenne*, "LTM", 249 : 1456-1500.
- Castellina L. (1969), *Rapport sur la Fiat*, "LTM", 279 : 395-423.
- Foa V. (1962), *Les luttes ouvrières dans le développement capitaliste*, "LTM", 196-197 : 533-547.
- Gianinazzi W. (2016), *André Gorz, une vie*, Paris: La Découverte.
- Ginzburg C. (1997), *Le Juge et l'historien : considérations en marge du procès Sofri*, Lagrasse: Verdier.
- Gorz A. (1962), *Avant-propos*, "LTM", 196-197 : 385-402.
- (1963), *Une victoire*, "LTM", 205 : 2113-2115.
- (1964a), *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, Paris: Seuil.
- (1964b), *L'automobile en crise*, "NO", 1 : 12-13.
- (1964c), *Belgique : une aile gênante*, "NO", 7 : 9-10.
- (1969a), *Communisme : le "Mai rampant" italien*, "NO", 223 : 17.
- (1969b), *Italie : la ligne Berlinguer*, "NO", 224 : 19.
- (1969c), *Italie. Ni trade-unionistes ni bolchéviks*, "LTM", 279 : 385-394.
- (1969d), *Ces grèves qu'on appelle sauvages...*, "NO", 261 : 18-19.
- (1970a), *Présentation [dossier italien]*, "LTM", 289-290 : 332-333.
- (1970b), *L'Occident est-il mûr pour la Révolution ?*, "NO", 315 : 57-68.
- (1974), *Présentation*, "LTM", 335 : 2105-2106.
- (1988), *Métamorphoses du travail*, Paris: Galilée.
- Gramsci A. (1974), *Le mouvement turinois des conseils d'usine*, "Autogestions", 26-27: 55-69.
- Grumbach T. (1971), *En partant de l'expérience de Flins*, "LTM", 301-302 : 1-36.
- Lotta Continua (1971a), *Prenons la ville*, "LTM", 303 : 479-487.
- (1971b), *Prenons la ville (II)*, "LTM", 303 : 488-513.
- (1971c), *Sur l'organisation*, "LTM", 303 : 514-534.
- (1974a), *Introduction*, "LTM", 335 : 2107-2115.
- (1974b), *La leçon chilienne*, "LTM", 335 : 2116-2123.
- (1974c), *Qui sommes-nous ?*, "LTM", 335 : 2150-2184.
- Löwy M. (2009), *La théorie marxiste du parti*, "Actuel Marx", 46, 2: 27-51.
- Magri L. (1962), *Le modèle de développement capitaliste et le problème de "l'alternative" prolétarienne*, "LTM", 196-197 : 583-626.

- Moulier-Boutang Y. (2007), *André Gorz, pour mémoire*, “Multitudes”, 31, 4: 155-161.
- Mottura G. (1970a), *Deux conceptions différentes de la construction de l'organisation révolutionnaire*, “LTM”, 289-290 : 402-408.
- (1970b), *Analyse des événements de Battipaglia*, “LTM”, 289-290 : 409-414.
- Mughini G. (1970), *Le PCI et les groupuscules*, “LTM”, 289-290 : 352-391.
- Potere Operaio (Pise) (1970), *Pour un travail politique dans les quartiers populaires*, “LTM”, 289-290 : 415-424.
- Ribao R. (1963), *Les divergences entre le camarade Togliatti et nous*, “LTM”, 204 : 1943-1967.
- Rivier C. (1970), *Une année de luttes ouvrières*, “LTM”, 289-290 : 334-351.
- Rossanda R. (1970), *De Marx à Marx*, “LTM”, 282 : 1025-1042.
- Jean-Paul Sartre – Manifesto (1970), *Masses, spontanéité, parti*, “LTM”, 282 : 1043-1063.
- Schutter R. (1964), *L'expérience belge des réformes de structure*, “LTM”, 249 : 1431-1455.
- Sofri A. (1969), *Quelle avant-garde ? Quelle organisation ?*, “LTM”, 279 : 435-445.
- (1974a), *Avant-garde, travail politique de masse et organisation de masse*, “LTM”, 335 : 2185-2192.
- (1974b), *Sur les conseils de délégués*, “LTM”, 335 : 2193-2223.
- Togliatti P. (1962), *Sur le XXIII^e congrès du PCUS*, “LTM”, 189 : 1114-1127.
- (1963), *Ramenons la discussion à ses termes véritables*, “LTM”, 204 : 1968-1975.
- Trentin B. (1962), *Les doctrines néocapitalistes et l'idéologie des forces dominantes dans la politique économique italienne*, “LTM”, 196-197 : 627-672.
- (1967), *Tendances actuelles de la lutte de classes et problèmes du mouvement syndical face aux développements récents du capitalisme européen*, “LTM”, 249 : 1389-1430.
- XX (1969), *Une grève exemplaire*, “LTM”, 274 : 1803-1811.